

Les petites musiques du développement rural

Flamant J.-C.

in

Campagne P. (coord.), Dupuy B. (coord.).
Nouvelles stratégies pour un développement rural durable dans les pays méditerranéens

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 54

2003

pages 119-123

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=4400024>

To cite this article / Pour citer cet article

Flamant J.-C. **Les petites musiques du développement rural**. In : Campagne P. (coord.), Dupuy B. (coord.). *Nouvelles stratégies pour un développement rural durable dans les pays méditerranéens*. Montpellier : CIHEAM, 2003. p. 119-123 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 54)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Les petites musiques du développement rural

Jean-Claude Flamant

Président du Comité Scientifique Consultatif du CIHEAM,
Président de l'INRA Toulouse, France

Ce séminaire est à mettre en liaison avec celui qui s'est tenu il y a un an et demi à Istanbul, mais la tonalité n'en est pas la même. Il s'agissait alors de discuter du système d'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation à développer pour les cadres de l'agriculture et de l'agro-alimentaire dans les pays de la région Méditerranée : son intérêt, ses finalités, son organisation et ses modalités... Une insistance particulière avait été mise sur le rôle spécifique du CIHEAM et de ses Instituts, avec des remarques sur la nécessité de s'intéresser spécifiquement aux politiques publiques ... Durant ces trois jours à Marrakech, notre séminaire s'est placé sur le terrain des politiques du développement local, en ayant à l'esprit que cette préoccupation ne concerne pas que l'agriculture et l'agro-alimentaire, mais que, évidemment, l'agriculture est une activité de nature locale, qui a pour propriété d'être intimement liée aux ressources locales, naturelles et humaines.

En préparant cette synthèse, j'ai été fortement impressionné par les apports des participants à ce séminaire, par la force des remises en cause, par la conviction avec laquelle des propositions ont été faites, par la sensibilité à l'urgence des mesures à prendre... J'ai été également impressionné par les compétences ici rassemblées. Tout particulièrement, lors du premier jour, nous avons entendu de grands responsables d'organismes internationaux et des conducteurs de politiques nationales... En quelque sorte de grands chefs d'orchestre avec des partitions composées, recomposées, construites... Mais comment entendre ici les petites musiques du développement local, les *ahwach* du pays qui nous accueille ? Cela a été dit à plusieurs reprises : comment les sociétés locales peuvent-elles se faire entendre, avec leur propre partition, alors qu'elles ne savent pas lire ou interpréter les musiques des grands ensembles symphoniques nationaux ou internationaux ? Nous avons tenté de le faire hier, avec une démarche particulière et originale et avec l'aide des cinq formations instrumentales de Raymond Verreault, dont les prestations ont mobilisé notre concours. Leurs œuvres ont été produites ce matin par le quatuor animé par Larbi Firdawcy. Et me voici confronté maintenant à la nécessité de composer une synthèse ... Ce n'est pas la partie la plus facile : quels thèmes musicaux ? Quelles tonalités ? Quelles mélodies ? Et même quels mots-clés ? (une clé de sol probablement...).

« Improvisation » ...

Ce sera donc une synthèse sous la forme d'une « improvisation ». Le thème de base en sera le mot « nouveau » : « nouvelles » stratégies, « nouveau » rôle de l'État, « nouveaux » principes d'action, « nouvelles » façons de travailler, « nouvelles » voies pour le développement...

J'ai pris en compte aussi des mots qui ont résonné de manière forte, avec des sonorités particulières : démocratie, participation, gouvernance, décentralisation, transfert... Et aussi des expressions qui reviennent comme un leitmotiv : « éliminer la pauvreté », « désengagement de l'État » et finalement « développement rural durable »... « Nouvelles... stratégies... pour un développement rural durable... ».

Je vous propose cette improvisation avec comme inspiration l'air de la prospective. J'ai écouté en effet cette prospective traverser tous nos débats, même lorsqu'elle n'était pas explicite. Elle débute d'abord par de la rétrospective critique : les politiques publiques qui ont été engagées jusqu'à présent ont échoué. En effet - avons-nous écouté - le développement économique a eu pour effet la désertification des

campagnes dans les pays de l'Union Européenne et dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, il n'a pas réussi à éliminer la pauvreté des populations sur de vastes territoires. L'accent mis sur le renforcement de la compétitivité économique a eu pour effet de renforcer les pôles urbains : il faut maintenant s'intéresser au rural... Mais, quelle voie prendre aujourd'hui pour le futur ? Nous nous plaçons dans une perspective d'avenirs incertains, où la démarche prospective, qui consiste à identifier et à sonder les différents futurs possibles, présente l'intérêt de la lucidité quant aux termes du débat.

Je vous propose donc mon « improvisation » en 3 mouvements : 1^{er} mouvement « les futurs imaginaires » ; 2^{ème} mouvement « la compréhension des forces de transformation » ; 3^{ème} mouvement « les actions à entreprendre ». Ces « mouvements » sont ceux qui ont été mis en œuvre récemment dans le cadre d'une vaste réflexion prospective que j'ai animée en région Midi-Pyrénées, sous l'égide du Conseil Économique et Social Régional.

1^{er} mouvement : « Les futurs imaginaires »

Nous débutons ici par deux questions : quels sont les futurs souhaités ? quels sont les futurs redoutés ? C'est en référence à ces deux questions que j'ai classé les réponses qui ont été données ce matin, comme synthèse des ateliers.

Les futurs souhaités

Les ressources naturelles constituent une base fondamentale du développement local. Leur gestion « durable » est réalisée simultanément à différents niveaux : local, régional, national et international. Cette gestion est « participative » et elle fait intervenir des systèmes de compensation entre régions, notamment à propos de la ressource « eau », entre les populations d'amont où est stockée la ressource et les populations en aval qui l'utilisent...

Les identités culturelles locales sont valorisées, dans une certaine mesure, sur le plan économique, mais surtout en tant que facteur de mobilisation pour le développement et dans un esprit d'ouverture au monde.

La lutte contre la pauvreté est réalisée dans un contexte de globalisation de l'économie en favorisant tous ses effets positifs : information, emplois, valorisation des ressources spécifiques...

Les gouvernements assument leurs responsabilités politiques vis-à-vis de la pauvreté des populations rurales dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, considérée comme un problème majeur et engageant un programme d'action volontariste.

Simultanément, une claire volonté politique se manifeste dans le sens d'une décentralisation et d'un transfert de pouvoir. Décentralisation, qui a pour effet que la société civile s'exprime et que de nouveaux groupes d'intérêt se manifestent, au plus proche des besoins locaux. Transfert de pouvoir, qui conduit à organiser des systèmes locaux de gouvernance, impliquant à la fois démocratie et « *accountability* ». Les populations sont impliquées dans la préparation et la mise en œuvre des projets. Des comités du développement local s'organisent, qui sont dotés de ressources financières.

Le développement local trouve des appuis sous la forme d'une pluralité des sources de financement, y compris sur la base de solidarités locales, avec l'appui de l'État.

Les futurs redoutés

Les tendances se sont accentuées, sans alternatives, dans le sens d'une pression accrue sur les ressources naturelles locales, que ce soit à des fins alimentaires ou à des fins énergétiques, ainsi que sur les ressources en eau.

Les identités culturelles, renforcées, constituent un obstacle à l'innovation. Elles entraînent des crispations identitaires, des dérives politiques et de la xénophobie. Au mieux, l'identité culturelle est valorisée sous la forme d'un « tourisme spectacle ».

La globalisation et l'ouverture au monde des marchés locaux entraînent la marginalisation de nombreux territoires ruraux. La « main invisible » du marché ne résout pas la question de la pauvreté.

Simultanément, les gouvernements voient leur marge de manœuvre réduite, ce qui leur laisse peu de moyens pour assurer la création des infrastructures de base et le fonctionnement d'un système de formation.

La décentralisation de l'État et les transferts de pouvoir, insuffisamment préparés, se traduisent par l'émergence de nouvelles féodalités locales, par un manque de maturité démocratique et globalement par une détérioration du niveau de vie des habitants.

Le cloisonnement entre les domaines d'intervention publique se poursuit au niveau local. Et globalement, le désengagement de l'État s'effectue sans contrepartie, sans préparation, sans moyens.

2^{ème} mouvement : « La compréhension des forces de transformation »

Face aux incertitudes du futur et aux voies également possibles brièvement schématisées, ce deuxième mouvement est en quelque sorte un appel à mieux raisonner les fonctions des différents types d'acteurs, à mieux comprendre les mécanismes en jeu : le rôle de l'État, le rôle de l'économie et des marchés, le rôle de l'innovation technologique, le rôle de la société civile. Il s'agit de tenter de lever, avec l'appui de la recherche, les incertitudes qui sont à la base de certaines des expressions précédentes :

Quelle connaissance et quelle évaluation des ressources naturelles - et tout particulièrement de leurs pratiques traditionnelles de gestion ?

Quels rapports et quels liens entre l'identité culturelle et les ressources naturelles ?

Comment bénéficier des nouvelles technologies en appui à la formation ?

Quelles sont les composantes de la pauvreté rurale et notamment quels rôles jouent les revenus et les services ?

Comment se manifeste la globalisation de l'économie ? Peut-on mieux éclairer ses effets positifs et ses effets négatifs ? Y-a-t-il des domaines d'activités exposés ou au contraire favorisés ?

Quel rôle peut jouer l'agriculture dans le développement local, selon les situations démographiques, selon les orientations économiques ?

Pourquoi le développement rural constitue-t-il un enjeu pour le développement des pays concernés ?

Quels sont les domaines dans lesquels les politiques publiques peuvent être les plus efficaces ?

Enfin, quelle analyse peut-on faire du programme LEADER en vue d'une adaptation dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et à quelles conditions ? Faut-il passer par le stade de la désertification rurale pour organiser un développement rural ?

3^{ème} mouvement : « Les actions à entreprendre »

Il s'agit là des actions à entreprendre dès à présent, sans attendre de disposer des connaissances complémentaires identifiées précédemment, en vue de travailler vers les "*futurs souhaités*" et d'éviter d'aller vers les "*futurs redoutés*". Je reprends ici les expressions de certains d'entre vous : "Les gens bougent !" (Mario Pezzini) ; " ... *the efficiency of the local action groups*" (Massimo Bagarani) ; "Se créer son propre futur !" (Yves Champetier).

Il a été commenté tout à l'heure le fait que nous n'avions pas donné de réponse aux questions posées lundi matin par M. le Ministre de l'Agriculture et des Pêches continentales, dans son discours d'ouverture : "comment faire ?". Il me semble toutefois, que même si nous n'avons pas travaillé explicitement sur les "huit questions" posées, nous pourrions dégager de nos propositions quelques éléments utiles :

- ❑ s'agissant des ressources naturelles, les actions doivent être engagées en privilégiant le niveau local, et en tenant compte des mécanismes spécifiques de gestion de ces ressources ;

- ❑ l'identité culturelle doit être considérée comme étant une ressource, dont la valorisation doit se faire selon des mécanismes spécifiques ;
- ❑ par rapport à la pauvreté des populations rurales, la responsabilité est de nature politique, sans attendre une éventuelle action des mécanismes économiques. Tout particulièrement, cette action doit se porter en priorité sur les équipements publics et les services aux personnes, et aussi en privilégiant les domaines pour lesquels il pourrait y avoir "des avantages concurrentiels locaux" dans le cadre d'une économie élargie ;
- ❑ la logique du Programme LEADER de l'Union Européenne est étendue aux autres pays méditerranéens ;
- ❑ la volonté d'engager une nouvelle politique se traduit par un nouveau rôle de l'État, agissant simultanément par la mise en place de mécanismes démocratiques et de nouvelles méthodes de fonctionnement des agents de l'État, par une amélioration des infrastructures (transports et communications notamment) et par la formation des cadres de l'État et des collectivités locales à leur nouveau rôle ;
- ❑ pour accompagner cette politique, l'État met en place de nouvelles normes institutionnelles, offrant à la société civile des cadres d'organisation favorables au développement de projets, par exemple en réalisant une formalisation administrative des institutions traditionnelles encore actives dans les pays des rives sud et est de la Méditerranée ;
- ❑ l'État réforme et adapte également le système bancaire, les instruments de mobilisation de l'épargne privée, les dispositifs permettant des opérations de coopération décentralisée entre régions (régions des pays Européens avec les régions des autres pays), les mécanismes locaux d'accès à des Fonds Européens ;

Ces actions publiques doivent être accompagnées par "un plan ambitieux de mise à niveau", inspiré par le Programme LEADER, et dont les moyens seront apportés par l'Union Européenne, conjointement à la politique d'ouverture des marchés et de développement économique dans le cadre de la Conférence Euro-Méditerranéenne.

Quelques "variations"

Après ces improvisations, je vous propose quelques variations sur certains thèmes qui mériteraient des réflexions complémentaires, notamment des commentaires concernant la méthode utilisée au cours de ce séminaire, méthode qui avait déjà été mise en œuvre pour le séminaire d'Istanbul.

Tout d'abord, l'efficacité de cette procédure dépend aussi de la nature et de l'origine des participants. Puisqu'il s'agit de stimuler la remontée d'une grande diversité de questions, la diversité des participants constitue l'un des facteurs de réussite. Il me semble que le présent séminaire a été fortement influencé par ce que j'appellerais une "culture d'ingénierie politique", les institutions, les procédures.

Un autre groupe de participants a également été très influent, celui des chercheurs et des universitaires, conduisant à reformuler les questions posées dans le champ académique – les concepts, les méthodes d'analyse... Les cultures respectives de ces deux types de participants ont en commun de renvoyer à d'autres le soin de s'occuper des contenus. Or nous avons ici très peu de représentants d'acteurs locaux susceptibles de faire entendre leur partition de manière suffisamment forte – la petite musique ...

Enfin, nos débats ont été très fortement marqués par la prégnance du modèle européen de développement local, tel qu'il s'exprime aujourd'hui. Ceci conduit notamment à accorder une moindre importance aux activités agricoles, considérant que les territoires ruraux sont maintenant largement "sous influence urbaine" et que "les capacités attractives des campagnes" sont désormais une réalité vis-à-vis de la création d'emplois non agricoles dont la diminution se poursuit. Peut-on adopter le même schéma dans les autres pays . Et chez nous-mêmes, j'ai souvent l'occasion d'intervenir dans des débats de ce type, où il est intéressant de débiter en considérant "les territoires ruraux sans l'agriculture", ce qui conduit ensuite à envisager « l'agriculture quand même ! », avec ses fonctions diversifiées qui concernent l'ensemble du territoire ...

Parmi les acteurs locaux peu présents parmi nous, je veux citer les femmes. L'une d'entre nous a souligné que la situation des femmes avait été très peu prise en considération dans notre séminaire d'hommes. Et pourtant, a-t-elle indiqué, *"ce sont probablement les femmes qui ressentent avec le plus d'acuité l'état de pauvreté et ses conséquences"*. Peu de considérations spécifiques ont été également portées aux jeunes. Or les jeunes et les femmes ont pour point commun d'être les personnes les plus mobiles potentiellement, celles qui vont avoir le désir d'aller ailleurs... Celles qui ont peut-être le sens le plus aiguë de la modernité, des futurs souhaités pour tenter d'échapper aux futurs redoutés ...

Ceci m'amène aussi à souligner un autre de nos déficits, celui de la compréhension des phénomènes de modernité dans les sociétés. Quels rapports aux nouvelles technologies de la communication (les antennes, les téléphones mobiles, etc.) et quels rôles jouent-elles dans l'introduction de nouvelles conceptions pour le développement local, par rapport aux phénomènes de mobilité ? Quelles sont les conceptions en matière de santé et quelles exigences nouvelles cela induit-il ? Quel rapport au local ? Quelle implication dans des organisations traditionnelles, ou dans des organisations économiques ?

Je voudrais aussi que, plongés dans les sonorités du rural, nous n'oublions pas d'entendre ici les bruits de la ville. Car ne négligeons pas le poids des territoires urbains sur les décisions politiques ... Les guérillas sont peut-être rurales, mais les révolutions sont urbaines ... C'est dans les grandes villes que les besoins vitaux des populations s'expriment avec le plus de force : l'approvisionnement alimentaire, les équipements sociaux et les soins aux malades, les solidarités face à la pauvreté sans accès à des ressources naturelles ...

Une dernière remarque sur la méthode concerne le fait que la seule remontée d'idées classées par ordre d'importance ne suffit pas à construire un argumentaire. Or celui-ci est aussi à élaborer au-delà des réponses ponctuelles qui surgissent au cours d'une journée de travail. Le travail de "synthétiseur" que vous m'avez demandé de réaliser est probablement insuffisant. Ou alors, il serait nécessaire d'effectuer un dernier "tour" d'échanges et de discussions.'

"Final"

Quelles que soient les critiques nécessaires formulées sur la méthode, telle que nous l'avons mise en œuvre dans ce séminaire, il faut mesurer l'avantage des petites formations instrumentales de Raymond Verreault par rapport aux « grand-messes chantées » que sont la plupart du temps nos colloques.

Nous avons à l'évidence encore beaucoup de travail à effectuer pour évaluer tout ce qui a été exprimé au cours de ces deux jours, et pour prendre la mesure des enjeux politiques, économiques et humains de "Nouvelles stratégies pour un développement rural durable".

Nous voulons travailler dans la perspective de Futurs imaginaires : des Futurs redoutés ou des Futurs souhaités ? Des Futurs inaccessibles ou des Futurs partagés ?

J'ai choisi en cette fin de séminaire de mettre l'accent sur la diversité des musiques qui sont jouées. Le Futur que nous souhaitons tous est celui d'un futur où l'on sait mettre en harmonie la diversité de ces musiques. Et où les petites musiques du développement rural sont écoutées et leur niveau renforcé. Car elles sont probablement indispensables à l'équilibre du grand « Big Band Jazz » euro-méditerranéen qui tente de se mettre en place sur la scène internationale.